

 <https://www.lemonde.fr/education/article/2022/09/13/l-executif-va-devoir-plancher-bien-plu...>

 Lucien Marboeuf

 9 min read

« L'exécutif va devoir plancher bien plus sérieusement sur le recrutement des professeurs »

- [Éducation](#)
- [Les débats sur l'éducation](#)

Face à une crise inédite du recrutement par concours, l'augmentation des salaires des débutants et l'embauche de contractuels mal formés ne sont pas de bonnes solutions, estime, dans une tribune au « Monde », Lucien Marboeuf, professeur des écoles.

Publié aujourd'hui à 06h00 Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Cette tribune paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au *Monde*, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire [en suivant ce lien](#).



La rentrée scolaire se sera parfaitement déroulée, puisque le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, l'a répété depuis la fin du mois d'août dans tous les médias : « *Cette rentrée sera comparable à celle de l'an dernier avec un professeur devant chaque classe.* » « *Un professeur devant chaque classe* », slogan répété tel un mantra destiné à rassurer, mais qui peine à masquer une réalité préoccupante pour l'école française.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Pourquoi le système de recrutement des enseignants ne fonctionne plus](#)

La crise du recrutement des enseignants ne date pas d'hier et n'est pas un phénomène spécifiquement français, mais ce qui s'est passé cette année aux concours est inédit : c'est à un véritable effondrement qu'on a assisté. Selon le ministère, plus de 4 000 postes sur les 27 332 ouverts aux différents concours n'ont pas trouvé preneur en 2022, soit près de 17 % de postes non pourvus, contre moins de 6 % en 2021. Dans les académies de Versailles et de Créteil, particulièrement touchées, seuls 1 800 candidats ont été recrutés pour 3 265 postes ouverts. Sur l'ensemble du territoire, le recrutement des professeurs d'allemand a chuté à 55 % de postes pourvus (contre 70 % à 80 % les trois années précédentes), en physique-chimie à 66,7 % (contre 80 % à 100 %), en mathématiques 68,5 % (contre 84 % à 92 %), en lettres modernes à 83,5 % (contre 98 % à 100 %).

Devant cette crise sans précédent, le ministère a apporté une double réponse : à court terme, le recrutement de 3 000 contractuels ; à plus long terme et afin de relancer l'attractivité du métier d'enseignant, l'augmentation du salaire des professeurs débutants, à 2 000 euros net, en 2023. D'un côté, une mesure d'urgence en trompe-l'œil, de l'autre la poursuite d'une politique qui vient précisément de montrer son inefficacité : l'augmentation du salaire des enseignants débutants était déjà la mesure-phare du ministre Jean-Michel Blanquer pour l'attractivité du métier, or c'est précisément au moment où les jeunes professeurs n'ont jamais été aussi bien payés que les concours sont désertés !

Lire l'analyse : Article réservé à nos abonnés [Salaires des enseignants : histoire d'une dévalorisation sans fin](#)

La catastrophe des contractuels

L'embauche massive de contractuels, si elle permet au ministère de sauver la face et de « *faire le nombre* », est une vraie catastrophe en l'état. Passons sur le fait que le message envoyé est désastreux tant il dévalorise le métier d'enseignant et contribue à faire reculer son attractivité, source même du problème.

Que le recrutement se fasse à bac + 3 voire bac + 2 dans certaines académies (peu importe la filière d'étude) contre le bac + 5 obligatoire pour devenir titulaire est déjà problématique, mais le plus grave tient au fait que ces contractuels n'auront eu que quelques heures de formation avant de se retrouver devant les élèves. Débuter dans ce métier est déjà difficile quand on est formé, cela devient presque mission impossible quand on ne l'est pas et qu'on n'a pas le niveau requis, même si le ministre assure que « *plus de 80 % des professeurs contractuels ont déjà enseigné* », un chiffre impossible à vérifier.

Bien sûr, statistiquement, un certain nombre de ces 3 000 enseignants bouche-trous s'en tirera, sur le talent, la personnalité, mais la majorité sera très rapidement en grande difficulté (je pense que cela aurait été mon cas) malgré l'aide des collègues sur qui l'institution fait peser mine de rien le poids d'une formation de fortune.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« On ne sait pas bien où on va » : au cœur de la formation express des enseignants contractuels](#)

L'école dans laquelle j'enseigne a, comme beaucoup, déjà vu passer des contractuels. La dernière, venue pour un remplacement, était sérieuse, volontaire, à l'écoute des conseils, mais son master de tourisme ne lui a pas été d'une grande aide au moment de prendre la classe : en une heure, des élèves habituellement sympas se sont transformés en diabolotins, rendant sa présence infernale et vaine. La semaine suivante, un remplaçant titulaire a pris la classe, qui s'est remise à tourner impeccablement en un quart d'heure. Dans tous les cas semblables, nombreux, ce sont toujours les élèves qui paient le prix fort.

Une transformation de la fonction publique ?

Si on peut comprendre que le recours aux contractuels soit incontournable dans le contexte actuel (avec les conséquences qu'on a vues), on comprend aussi qu'il entre parfaitement dans la politique de transformation de la fonction publique menée par l'exécutif, lequel a œuvré afin de faciliter l'embauche de contractuels par les administrations, notamment par la loi du 6 août 2019.

Selon le bilan social 2021 de l'Education nationale, la part d'enseignants contractuels dans le public a augmenté de 26,3 % entre 2016 et 2021. Une tendance qui amène certains à se demander si on n'assiste pas à une contractualisation voulue du métier d'enseignant, manière comme une autre de « *dégraissier le mammoth* » en jouant la flexibilité. Certains relativisent, arguant qu'on parle seulement de quelques dizaines de milliers de professeurs contractuels sur 850 000, mais c'est bien la scolarité de centaines de milliers, voire de millions d'élèves, qui est affectée.

Lire l'entretien : Article réservé à nos abonnés [Contractuels dans la fonction publique : « C'est un alignement européen, qui entérine le modèle allemand »](#)

S'il veut (réellement) ne pas en arriver au recrutement de sous-profs pour les enfants de ce pays, l'exécutif va devoir plancher bien plus sérieusement qu'il ne le fait sur l'attractivité du métier, tout en formant convenablement quiconque est amené à se présenter devant des élèves.

Le président Macron a fait de l'éducation une priorité de son second quinquennat mais semble vouloir poursuivre politiquement sur la même lancée que pendant le premier. A défaut d'écouter les profs, il serait bien avisé de consulter le sondage Harris Interactive

pour le magazine *Challenges* publié la veille de la rentrée, dans lequel on apprend que 67 % des Français estiment que l'institution scolaire ne fonctionne plus et que, davantage que les enseignants, ce sont les conditions d'enseignement qui sont pointées du doigt, 74 % des Français dénonçant une action insuffisante des pouvoirs publics dans le domaine de l'éducation, et des mesures jugées inadaptées. Ironie, la première solution citée pour améliorer la qualité de l'enseignement est, à 52 %, la réduction de la taille des classes... par le recrutement de davantage d'enseignants.

Lucien Marboeuf(professeur des écoles à Paris)

[Contribuer](#)

[Services](#)



[Privilège abonnés](#)

Le Monde | Ateliers

Bénéficiez de 10 %
de réduction sur l'atelier
d'écriture avec
Thomas Reverdy

[Réserver](#) →

Generated with Reader Mode